



REAGJIR

REGROUPEMENT AUTONOME
DES GÉNÉRALISTES JEUNES
INSTALLÉS & REMPLAÇANTS



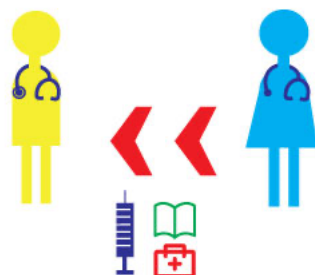
Mai 2020



IMPACT FINANCIER DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

***CHEZ LES REMPLAÇANTS ET INSTALLÉS
DEPUIS MOINS DE 5 ANS***

Résultats du questionnaire réalisé en mars et avril 2020



SOMMAIRE

Introduction	4
Contexte	4
Objectifs.....	4
Matériel et méthodes	4
Élaboration du questionnaire	4
Population cible	4
Diffusion du questionnaire et recueil de données.....	4
Résultats	5
Population.....	5
Caractéristiques de l'exercice	5
Annulation de remplacements sur la période de l'épidémie.....	5
CA mensuel moyen brut	6
Estimation des charges professionnelles.....	7
Évaluation qualitative de l'impact financier	8
Analyse sur le mois de mars 2020.....	8
Analyse sur le mois d'avril 2020.....	11
Activités annexes durant la pandémie.....	13
Trésorerie pour amortir l'impact financier	15
Sentiment sur votre situation financière personnelle pour les mois à venir	15
Analyse des verbatims	16
<i>Pour les remplaçants</i>	16
<i>Pour les installés</i>	17
Discussion	17
Conclusion	18

ABREVIATIONS

BPI : Banque Publique d'investissement

CA : Chiffre d'affaires

CARMF : Caisse Autonome de Retraite des Médecins de France

CNAM : Caisse Nationale d'Assurance Maladie

CNAM : Caisse Nationale d'Assurance Maladie

CNOM : Conseil National de l'Ordre des Médecins

CPAM : Caisse Primaire d'assurance maladie

PCR : Polymerase Chain Reaction

PDSA : Permanence Des Soins Ambulatoires

ROSP : Rémunération sur Objectifs de Santé Publique

URSSAF : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocation Familiale

Introduction

Contexte

La pandémie liée au COVID-19 a provoqué des bouleversements socio-économiques dans le monde entier. En France dans le domaine de la santé, parallèlement à l'afflux de cas graves hospitaliers, les cabinets de ville ont été désertés. Cela s'explique notamment en raison de l'application de mesures de confinement et de la crainte des patients à consulter. Cette baisse d'activité a touché les médecins généralistes de façon globale, mais de façon plus marquée les jeunes généralistes, et ce pour diverses raisons (annulation de remplacements, patientèle moins importante, accès plus restreint aux aides pour les médecins remplaçants...).

Les remplaçants notamment étaient éligibles à moins d'aides, du fait par exemple de leur absence de conventionnement à la CPAM (qui par ailleurs ne dispose d'aucun chiffre précis sur leur activité), ou d'une activité souvent irrégulière avec des versements décalés qui ne permettent pas toujours de réaliser des comparaisons fiables pour évaluer la baisse de leur CA.

Plusieurs aides ont été mises en place pour venir soutenir les professions libérales. Pour les médecins généralistes, il s'agissait essentiellement de l'aide du fonds de Solidarité (pour les personnes pouvant justifier d'une perte de plus de 50% de CA par rapport au même mois l'année précédente ou par rapport à un CA mensuel moyen). La CARMF proposait également des reports de cotisation et plus récemment une indemnisation de 2000€ sans condition. Selon les prévoyances des fonds de solidarité ont parfois été mis en place outre l'indemnisation des arrêts de travail. Enfin les banques proposaient des prêts garantis par la BPI à des taux avantageux.

Objectifs

L'objectif de cette étude était d'évaluer le retentissement financier de la crise sanitaire chez les jeunes généralistes (remplaçants et installés depuis moins de 5 ans), et de quantifier leur connaissance et leur recours aux différentes aides disponibles.

Matériel et méthodes

Élaboration du questionnaire

Nous avons réalisé en mars 2020 un pré questionnaire d'évaluation auprès des administrateurs de ReAGJIR. Nous avons ensuite élaboré un questionnaire sous forme d'un Google form® avec 24 questions à choix multiples ou réponse libre.

Il contenait des questions générales sur le mode d'exercice, le chiffre d'affaires et les charges, des questions plus spécifiques sur l'impact financier aux mois de mars et avril, ainsi que des questions sur les aides demandées. Les répondants ont également été sondés sur leur participation à des activités en dehors de leur activité de consultation classique, leur trésorerie et leur ressenti personnel.

Population cible

Médecins généralistes remplaçants et jeunes installés (moins de 5 ans), adhérents ou non à ReAGJIR.

Diffusion du questionnaire et recueil de données

Nous avons diffusé les questionnaires aux adhérents de ReAGJIR en région par mail, et également de façon plus large sur les réseaux sociaux, du 24 avril au 9 mai 2020. Le questionnaire a notamment été partagé à la fin d'une Minute ReAGJIR sur les aides que les généralistes peuvent solliciter.

Résultats

Population

1384 réponses ont été recueillies au total. 17 réponses n'ont pas été prises en compte du fait d'indications contradictoires ne permettant pas de les classer correctement.

Sur les 1367 réponses prises en compte :

985 n'étaient pas installés dont

- 463 remplaçants non thésés/adjoints/les deux (47%)
 - 6 (1.3%) se déclaraient médecins adjoints (nous verrons plus loin qu'il y en a probablement plus)
 - 22 (4.7%) se déclaraient remplaçants non thésés et médecins adjoints
 - 435 (94%) se déclaraient remplaçants non thésés
- 522 remplaçants thésés/assistants/les deux (53%) :
 - 498 remplaçants thésés
 - 20 remplaçants thésés et assistants
 - 4 médecins assistants

382 étaient installés dont

- 158 installés depuis moins de 1 an (41.4% des répondants)
- 92 installés depuis 1 à 2 ans (24.1%)
- 132 installés depuis 2 à 5 ans (34.5%)

Caractéristiques de l'exercice

Sur les 1367 répondants :

- 1208 étaient en activité libérale exclusive (soit 88.3%)
- 5 étaient exclusivement salariés (soit 0.4%)
- 154 avaient une activité mixte (soit 11.3%)

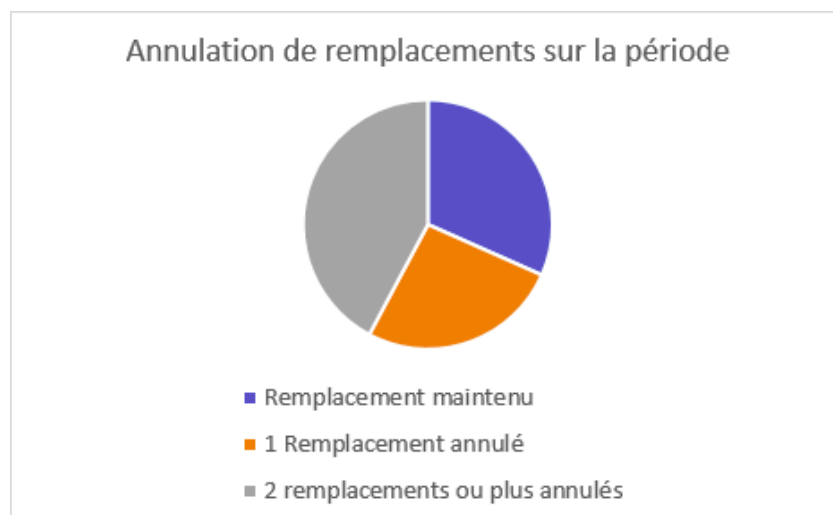
Annulation de remplacements sur la période de l'épidémie

Sur les 985 réponses étudiées, 30 répondants n'avaient pas de remplacement prévu sur la période, 7 médecins adjoints ou assistants ne se sont pas considérés remplaçants et n'ont donc pas répondu.

Sur 948 répondants avec un remplacement de prévu :

- 300 ont eu tous leurs remplacements maintenus (31.6%)
- 248 ont eu un remplacement annulé (26.2%)
- 400 ont eu 2 remplacements ou plus d'annulés (42.2%)

Donc 648 personnes (68.4%) ont eu au moins un remplacement d'annulé parmi ceux qui avaient un remplacement prévu à cette période. Les proportions étaient globalement les mêmes entre remplaçants thésés et non thésés. **Sur ces 648 personnes ayant eu un remplacement d'annulé, 346 (53.4%) avaient signé un contrat.**



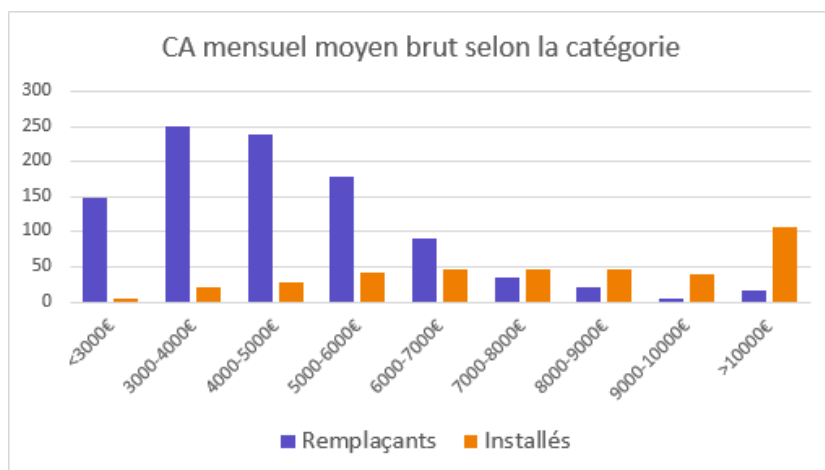
CA mensuel moyen brut

Nous avons demandé aux répondants d'estimer leur chiffre d'affaires (CA) mensuel brut moyen en se basant sur les 12 derniers mois.

On remarque une différence marquée entre le CA moyen des remplaçants et celui des installés. Au sein des installés la médiane de CA moyen augmentait progressivement avec la durée d'installation.

Chiffre d'affaire brut	Médecins non installés (985 réponses)	
< 3000€	149	15.1%
3000-4000€	249	25.3%
4000-5000€	238	24.2%
5000-6000€	179	18.2%
6000-7000€	91	9.2%
7000-8000€	34	3.4%
8000-9000€	22	2.2%
9000-10000€	6	0.6%
>10000€	17	1.7%
Médiane	4000-5000€	

Chiffre d'affaire brut	Total		Installés <1 an (158 sondés)		Installés 1-2 ans (92 sondés)		Installés depuis 2-5 ans (132 sondés)	
< 3000€	5	1.3%	5	3.2%	0	0	0	0
3000-4000€	22	5.8%	15	9.5%	4	4.4%	3	2.3%
4000-5000€	29	7.6%	21	13.3%	3	3.2%	5	3.8%
5000-6000€	41	10.7%	20	12.7%	11	12%	10	7.6%
6000-7000€	47	12.3%	23	14.6%	14	15.2%	10	7.6%
7000-8000€	46	12%	18	11.4%	10	10.9%	18	13.6%
8000-9000€	47	12.3%	19	12%	14	15.2%	14	10.6%
9000-10000€	39	10.2%	14	8.9%	9	9.8%	16	12.1%
>10000€	106	27.7%	23	13.9%	27	29.3%	56	42.4%
Médiane	8000-9000€		6000-7000€		8000-9000€		9000-10 000€	

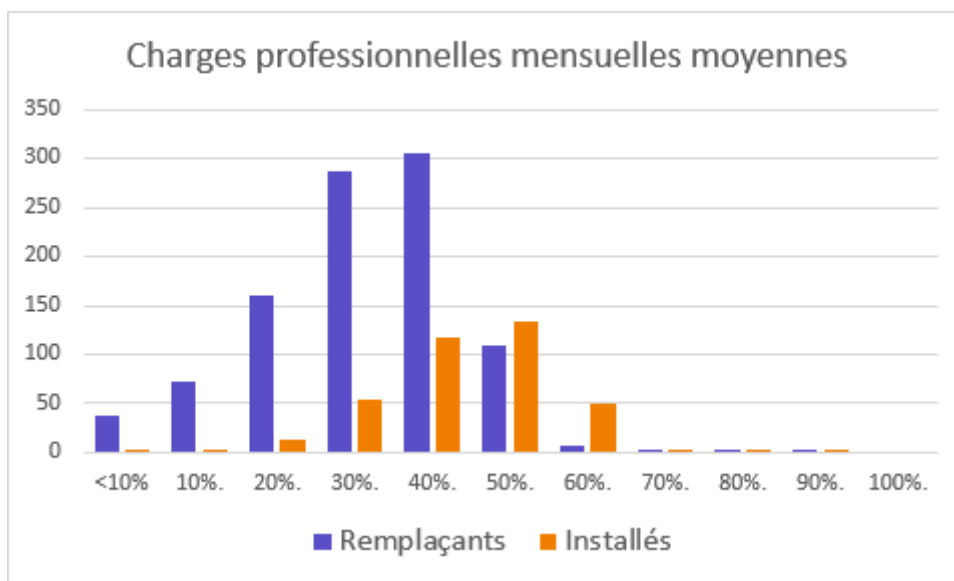


Estimation des charges professionnelles

Nous avons demandé aux répondants d'estimer la part de leurs charges professionnelles en pourcentage de leur CA mensuel moyen brut.

Les charges étaient légèrement plus faibles chez les remplaçants (30% de médiane). 87.8% des remplaçants avaient 40% de charges professionnelles ou moins.

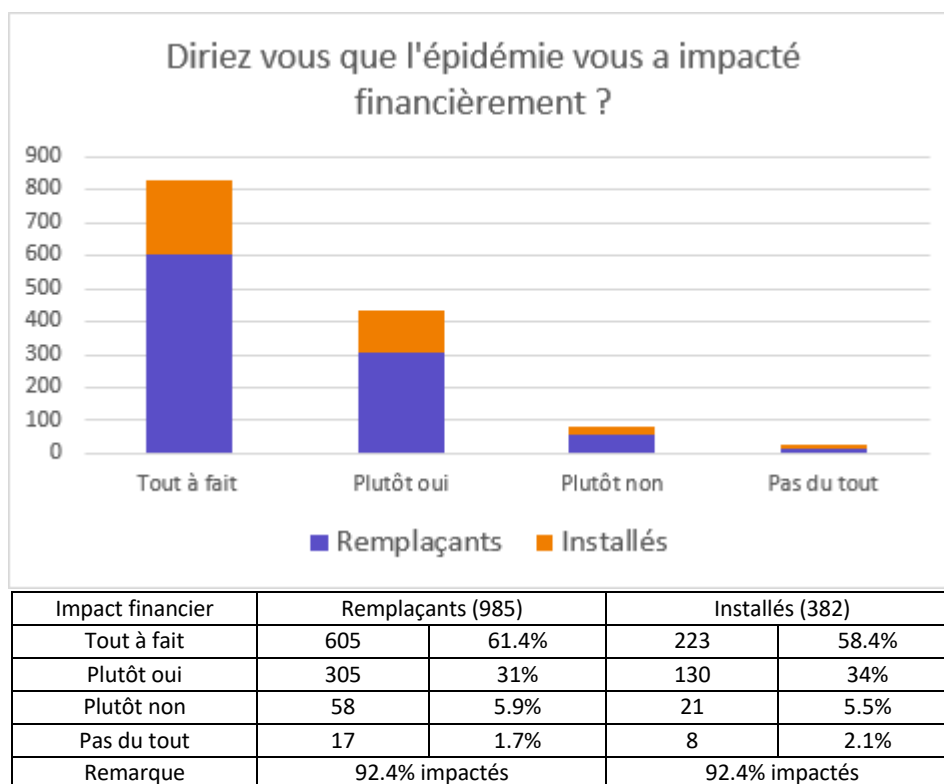
Elles étaient globalement comparables chez les installés quelle que soit la durée d'installation (médiane à environ 40%). 81% des installés avaient 40% de charges ou plus.



Charges	Non installés		Installés	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
<10%	38	3.9%	3	0.8%
10%	72	7.3%	2	0.5%
20%	161	16.3%	14	3.7%
30%	288	29.2%	54	14.1%
40%	305	31%	118	30.9%
50%	110	11.2%	134	35.1%
60%	6	0.6%	50	13.1%
70%	3	0.3%	3	0.8%
80%	1	0.1%	3	0.8%
90%	1	0.1%	1	0.3%
100%	0	0	0	0
Médiane	30%		40%	
Moyenne	31.7%		44.3%	

Évaluation qualitative de l'impact financier

Nous avons demandé aux répondants d'évaluer qualitativement l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur leurs finances. Les réponses étaient globalement les mêmes quel que soit le statut professionnel.



Analyse sur le mois de mars 2020

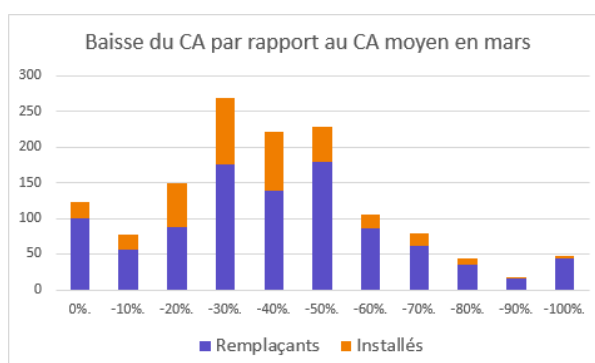
Baisse de chiffre d'affaires mensuel

Nous avons demandé aux répondants d'évaluer la baisse de leur CA au mois de mars par rapport au CA mensuel moyen brut calculé sur les 12 derniers mois. A noter qu'au mois de mars la plupart des remplaçants ont touché les rétrocessions correspondant au mois de février 2020, minimisant l'impact pour ce mois.

424 remplaçants ont vu leur CA baisser de plus de 50% en mars (soit 43% des répondants remplaçants)

100 installés ont vu leur CA baisser de plus de 50% en mars (26% des répondants installés). Plus de la moitié (53%) sont installés depuis moins d'1 an.

38.3% du total des répondants a perdu 50% de CA ou plus par rapport à son CA mensuel moyen.



Pourcentage de perte	Total (1367 réponses)		Remplaçants (985 répondants)		Installés (382 réponses)	
0% : aucune perte	124	9.1%	101	10.2%	23	6%
-10%	78	5.7%	56	5.7%	22	5.8%
-20%	150	11%	88	8.9%	62	16.2%
-30%	270	19.7%	176	17.9%	94	24.6%
-40%	221	16.2%	140	14.2%	81	21.2%
-50%	228	16.7%	180	18.3%	48	12.6%
-60%	106	7.7%	86	8.7%	20	5.2%
-70%	79	5.8%	62	6.3%	17	4.4%
-80%	44	3.2%	35	3.6%	9	2.4%
-90%	19	1.4%	17	1.7%	2	0.5%
-100%	48	3.5%	44	4.5%	4	1%
Médiane	-40%		-40%		-30%	
Moyenne	-39.5%		-41%		-35.6%	

Demande d'aide du fonds de solidarité

Parmi les 524 répondants éligibles (ayant enregistré une baisse de plus de 50% de leur CA)

- 84 avaient fait une demande d'aide du fonds de solidarité (16% des répondants avec baisse de CA > 50%, globalement comparable entre remplaçants et installés)
 - 52 l'avaient déjà reçue.
 - 3 avaient été refusés, car leur baisse de CA était à 48 et 49% pour 2, pour le 3ème ses revenus de 2019 ne correspondaient pas à son activité actuelle.
- Parmi les 440 qui n'en avaient pas fait la demande :
 - 174 (39.5%) pensaient ne pas y avoir droit.
 - 89 (20.2%) ne rentraient pas dans les critères dont plusieurs qui soulignent une baisse de CA de 48 ou 49%.
 - 60 (13.6%) ne connaissaient pas cette aide.
 - 56 (12.7%), remplaçants avaient un CA encaissé qui ne correspondait pas aux actes de mars.
 - 35 (7.9%) n'en avaient pas besoin dont 1 installé qui expliquait que sa ROSP lui avait permis d'amortir ses pertes.
 - 4 signalaient ne pas se sentir légitimes à demander une telle aide.

Demande d'aide de la CARMF

Parmi les 904 répondants éligibles à une aide de la CARMF (installés ou remplaçants thésés)

- 24 l'avaient demandée (2.6%) : 7 avaient demandé un report, 8 une aide du fonds d'action sociale, 5 des indemnités journalières, 1 une diminution des mensualités, 1 une indemnisation.
- 79 n'ont pas répondu à cette question.
- Parmi les 801 qui ne l'avaient pas demandé :
 - **503 (62.7%) ne savaient pas qu'ils pouvaient demander l'aide de la CARMF.** Parmi eux 308 remplaçants thésés et 94 installés depuis moins d'1 an (environ la moitié des installés qui n'ont pas demandé)
 - 233 (29%) n'en avaient pas besoin.
 - 25 signalaient qu'ils étaient récemment affiliés et qu'ils trouvaient difficile de demander (paiement encore au forfait, ou pas encore payé de cotisation)

Demande d'aide d'assurance privée

- 55 avaient demandé de l'aide à leur prévoyance
- 74 n'ont pas répondu à cette question
- Parmi les 1238 qui n'avaient pas sollicité cette aide
 - **142 (11.4%) n'avaient pas de prévoyance, dont 133 remplaçants.**
 - 782 (63.2%) ne savaient pas qu'ils pouvaient demander cette aide.
 - 239 (19.3%) n'en avaient pas besoin dont 9 qui avaient déjà touché une autre aide.
 - Parmi les autres répondants, certains signalaient que leur prévoyance ne couvrait pas ce type de situation (annulation de remplacement et non perte d'activité en lien avec la santé).

Demande d'aide bancaire

- 111 personnes n'ont pas répondu à cette question.
- 61 avaient demandé une aide à leur banque : 51 reports d'échéances, et 10 prêts garantis par la BPI.
- Parmi les 1197 qui n'avaient pas sollicité leur banque :
 - 704 jugeaient ne pas en avoir besoin, certains parce qu'ils avaient déjà touché une autre aide.
 - 433 ignoraient qu'ils pouvaient bénéficier d'aides de leur banque.
 - Plusieurs signalaient ne pas souhaiter s'endetter ou reporter des échéances.

Mise en arrêt de travail

117 répondants (8.6%) étaient en arrêt de travail en mars :

- 67 en raison d'un COVID suspecté ou confirmé.
- 24 femmes enceintes ou en congé maternité.
- 16 pour pathologie à risque.
- 15 pour gardes d'enfants.

A propos des indemnisations :

- 7 répondants n'avaient pas déclaré leur arrêt à la sécurité sociale.
- CPAM :
 - 35 avaient reçu leurs indemnisations par la CPAM au moment de remplir le questionnaire
- Sur 86 concernés par une indemnisation de la CARMF :
 - 50 étaient en attente d'indemnisation.
 - 28 ne savaient pas qu'ils avaient droit à une indemnisation par la CARMF.
- Prévoyance :
 - 8 avaient reçu une indemnisation.
 - 48 étaient en attente.
 - 29 ne savaient pas qu'ils pouvaient demander.
 - 9 n'avaient pas de prévoyance /
 - Plusieurs ont signalé que le délai de carence ne leur avait pas permis d'être indemnisé. Un répondant en arrêt pour suspicion de COVID n'avait pu être indemnisé car sa PCR était finalement négative.

Analyse sur le mois d'avril 2020

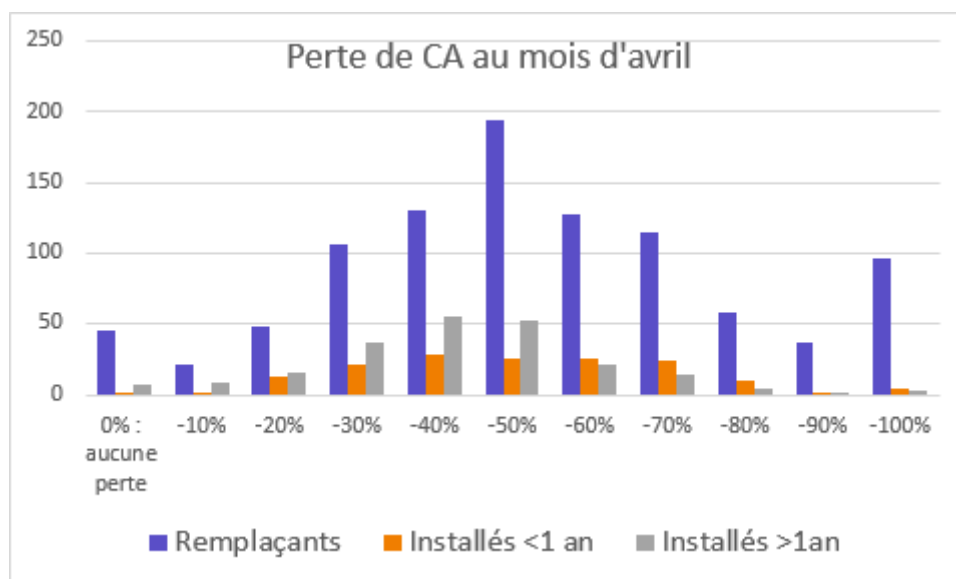
Baisse de Chiffre d'affaires mensuel

8 personnes ont laissé cette question sans réponse, probablement car le mois n'était pas complètement fini.

Au sein des installés, les installés depuis moins d'1 an étaient légèrement plus touchés avec une médiane de baisse de CA à 50% contre 40% pour les installés depuis plus d'1 an.

64% des remplaçants avaient perdu 50% ou plus de CA en avril 2020 par rapport à leur CA moyen.

50% des installés avaient perdu plus de 50% de leur CA en avril 2020, cette proportion était de 58% chez les installés depuis moins de 1 an, et de 44% chez les installés depuis plus d'1 an.



Pourcentage de perte	Total (1359)		Remplaçants (981)		Installés (378)	
0% : aucune perte	54	4%	46	4.6%	8	2.1%
-10%	31	2.3%	21	2,1%	10	2.6%
-20%	78	5.7%	49	5%	29	7.6%
-30%	164	12.1%	106	10.8%	58	15.2%
-40%	215	15.8%	131	13.3%	84	22%
-50%	272	20%	194	19.8%	78	20.4%
-60%	174	12.8%	127	12.9%	47	12.3%
-70%	154	11.3%	115	11.7%	39	10.2%
-80%	72	5.3%	58	5.9%	14	3.7%
-90%	40	2.9%	37	3.8%	3	0.8%
-100%	105	7.7%	97	9.9%	8	2.1%
Médiane	-50%		-50%		-40%	
Moyenne	-51.6%		-53.7%		-46%	

Demande d'aide du fonds de solidarité

En avril 2020, 817 répondants avaient perdu plus de 50% de leur CA (60.1% des répondants). Parmi eux :

- 84 (10.3%) avaient demandé l'aide du fonds de solidarité, 5 l'avaient reçue, 3 avaient été refusés, les autres étaient en attente.
- Parmi les 733 qui ne l'avaient pas demandé :

- 414 (56.5%) pensaient ne pas y avoir droit.
- 122 (16.6%) ne connaissaient pas cette aide.
- 65 n'en avaient pas besoin.
- 23 n'étaient pas éligibles car leurs revenus de l'année précédente étaient trop faibles.
- 5 avaient compensé leur baisse de revenus par d'autres missions.

Demande d'aide de la CARMF

Parmi les 904 répondants éligibles à une aide de la CARMF

- 38 n'ont pas répondu.
- Parmi les 866 répondants :
 - **24 l'avaient demandée (2,8%)** : 11 pour report d'échéances, 1 pour diminution des mensualités, 3 pour aides financières, 7 pour des indemnités journalières, 1 pour report d'échéance et aide financière, 2 pour demande de complément d'arrêt de travail pour grossesse au 3ème trimestre. Sur les 24, **2 l'avaient reçue et 22 ne l'avaient pas encore reçue.**
 - **842 ne l'avaient pas demandé (97.2%)**
 - **560 ne savaient pas que cette aide était possible (66.5% des non-demandeurs). Proportion plus marquée chez les remplaçants (71.2%) et chez les installés depuis moins d'1 an (69%)**
 - 212 (25.1%) n'en avaient pas besoin dont 11 qui avaient demandé une aide à un autre organisme.
 - 17 étaient thésés récemment et soit non-inscrits soit sous le plafond de revenu pour cotiser, 1 ne pouvait pas comparer à ses cotisations de l'année précédente. 2 étaient au forfait ou avaient déjà payé en février.
 - 4 avaient bénéficié d'un report sans demander.

Demande d'aide d'assurance privée

- 62 n'ont pas répondu à cette question.
- Parmi les 1305 réponses :
 - 38 avaient demandé l'aide de leur prévoyance, 4 l'avaient reçue.
 - Parmi les 1267 qui n'avaient pas sollicité cette aide :
 - **147 (11.6%) n'avaient pas de prévoyance (petite discordance avec les réponses de mars). Cette proportion était bien plus importante chez les remplaçants (137 sans prévoyance soit 15% contre 10 soit 2.8% chez les installés)**
 - 884 (69.8%) ne savaient pas qu'ils pouvaient demander une aide de leur prévoyance.
 - 179 (14.7%) n'avaient pas besoin dont 9 car ils avaient demandé une aide ailleurs.
 - 39 (3.2%) signalaient qu'ils n'étaient éligibles à aucune aide de leur prévoyance.

Demande d'aide bancaire

- 62 n'ont pas répondu à cette question.
- Parmi les 1305 réponses :
 - 56 avaient demandé une aide à leur banque : 51 reports d'échéances, 5 prêts.
 - Sur les 1249 (95.7%) qui n'avaient pas demandé :
 - 684 (54.8%) n'en avaient pas besoin dont 22 car ils avaient déjà contracté une autre aide ailleurs.

- 510 (39.1%) ne savaient pas qu'ils pouvaient bénéficier d'une aide de leur banque.
- 28 (2.1%) environ signalaient qu'ils ne souhaitent pas s'endetter, ou décaler leurs échéances, ils préféreraient puiser dans leurs économies.
- 4 estimaient avoir suffisamment de trésorerie ou avaient reçu l'aide d'un proche.

Mise en arrêt de travail

58 répondants (4.2%) étaient en arrêt de travail en avril :

- 21 en raison d'un COVID suspecté ou confirmé.
- 19 femmes enceintes ou en congé maternité.
- 6 pour pathologie à risque.
- 10 pour gardes d'enfants.
- 1 pour un motif sans rapport.

A propos des indemnités :

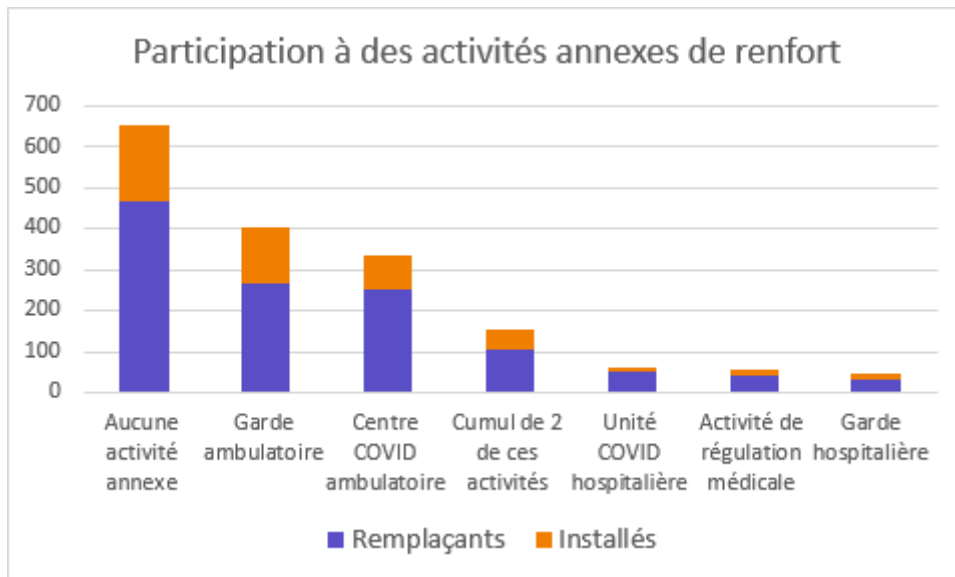
- 1 répondant n'avait pas déclaré son arrêt à la sécurité sociale.
- CPAM :
 - 13 avaient reçu leurs indemnités par la CPAM au moment de remplir le questionnaire.
- Sur 53 concernés par une indemnité de la CARMF :
 - 28 étaient en attente d'indemnité.
 - 20 ne savaient pas qu'ils avaient droit à une indemnité par la CARMF.
 - 2 n'étaient pas éligibles (dont 1 car PCR finalement négative).
- Prévoyance :
 - 4 avaient reçu une indemnité.
 - 33 étaient en attente.
 - 12 ne savaient pas qu'ils pouvaient demander.
 - 1 n'avait pas de prévoyance.
 - 4 n'avaient pu être indemnisés en raison du délai de carence

Activités annexes durant la pandémie

Type d'activité

Il était demandé aux répondants de cocher les activités auxquelles ils avaient participé en plus de leur activité régulière au cabinet.

	Total (1367)		Remplaçants (985)		Installés (382)	
Aucune activité annexe	651	47.6%	470	47.7%	181	47.3%
Centre COVID ambulatoire	335	24.5%	255	25.9%	80	20.9%
Unité COVID hospitalière	60	4.4%	54	5.5%	6	1.6%
Garde ambulatoire	405	29.6%	265	26.9%	140	36.6%
Garde hospitalière	46	4.4%	34	3.4%	12	3.1%
Activité de régulation médicale	57	4.2%	43	4.4%	14	3.7%
Cumul de 2 de ces activités	153	11.2%	107	10.9%	46	12%

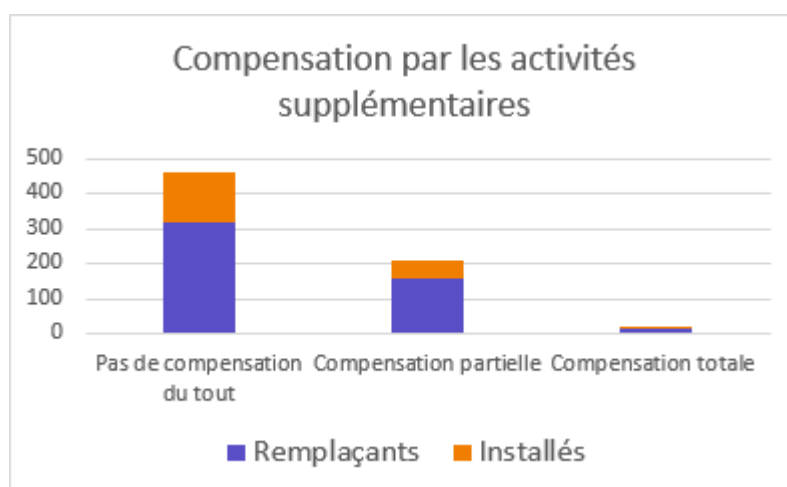


- De nombreux participants signalaient dans les commentaires avoir pris des vacances ou un poste en EHPAD en remplacement de médecin coordonnateur, ou dans des unités hospitalières non COVID par exemple, ce qui ne faisait pas partie de nos propositions.
- Certaines activités supplémentaires étaient parfois bénévoles, ce que le sondage ne faisait pas préciser.
- Les gardes de PDSA ont globalement vu leur fréquentation chuter, avec de faibles revenus en conséquence, et dans certaines régions les participants soulignaient que malgré leur volonté de participer à des activités supplémentaires comme les centres COVID, ces structures n'ont pas ouvert du fait d'un faible nombre de cas.
- 10.9% des répondants ont cumulé 2 activités.
- Dans certains cas les activités étaient déjà habituelles (ex : gardes de PDSA).

Compensation financière

Sur 716 répondants qui ont participé à une des activités mentionnées ci-dessus :

- 459 (641%) n'ont pas du tout compensé leurs pertes.
- 210 (45.7%) ont compensé en partie.
- 17 (2.4%) ont compensé totalement la baisse de leur CA.



Trésorerie pour amortir l'impact financier

Fond de caisse	Total (1367 répondants)		Total (985 répondants)		Remplaçants (382 répondants)	
Aucun fond de caisse	92	6.7%	75	7.6%	17	4.4%
< ½ mois de CA	164	12%	120	12.2%	44	11.5%
1 mois de CA	242	17.7%	176	17.9%	66	17.2%
1 à 2 mois de CA	312	22.8%	230	23.3%	82	21.5%
2 à 3 mois de CA	236	17.3%	156	15.8%	80	20.9%
> 3 mois de CA	321	23.5%	228	23.1%	93	24.3%
Médiane	1-2 mois de CA					

La médiane des réponses équivalait à 1 à 2 mois de CA de trésorerie pour tous les répondants. Il faut bien sûr tenir compte des grandes différences de CA dans l'interprétation des résultats.

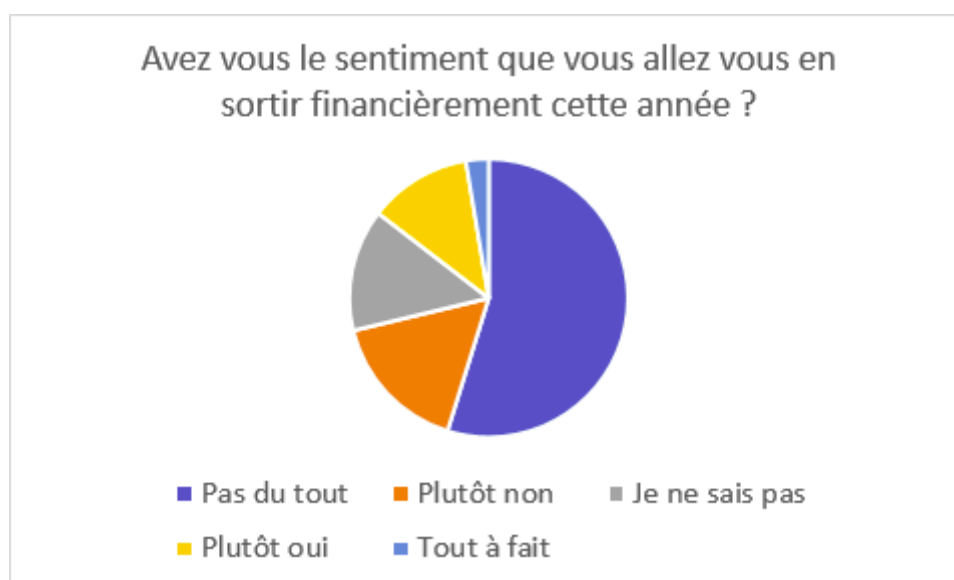
37.7% des remplaçants n'avaient que l'équivalent d'un mois ou moins de trésorerie, ce qui les a rendu particulièrement vulnérables aux aléas d'activité survenus durant la crise.

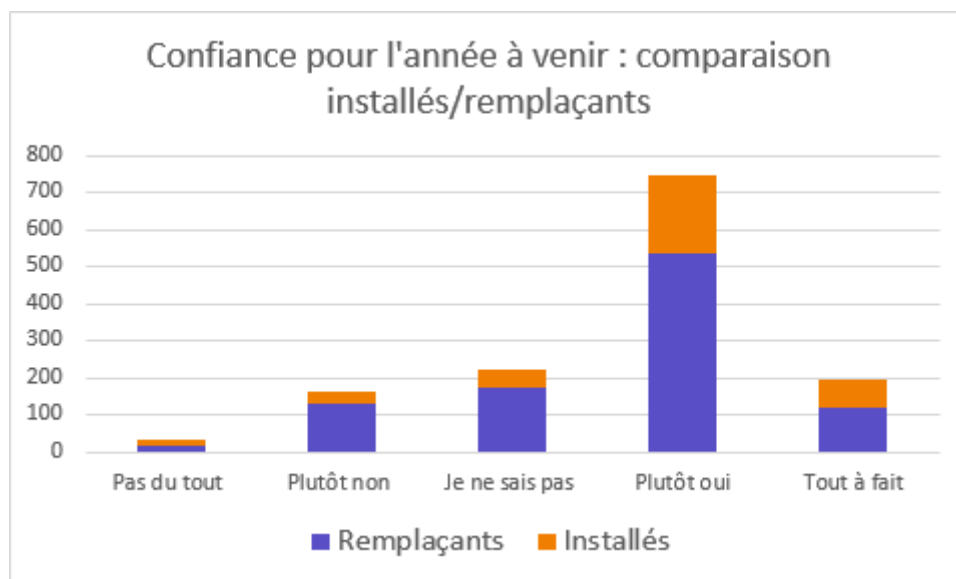
Sentiment sur votre situation financière personnelle pour les mois à venir

Nous avons demandé aux participants quel était leur sentiment par rapport à l'année à venir quant à leur capacité à s'en sortir financièrement.

La conclusion était plutôt encourageante car 943 répondants (69%) pensaient s'en sortir plutôt bien voire tout à fait.

Néanmoins 31% des répondants se déclaraient incertains à très inquiets pour le reste de l'année.





Réponse	Total (1367)		Remplaçants (985)		Installés (382)	
Pas du tout	36	2.6%	21	2.1%	15	3.9%
Plutôt non	163	11.9%	131	13.3%	32	8.4%
Je ne sais pas	225	16.4%	176	17.9%	49	12.8%
Plutôt oui	749	54.8%	535	54.3%	214	56%
Tout à fait	194	14.2%	122	12.4%	72	18.8%
Médiane	Plutôt oui					

Analyse des verbatims

Pour les remplaçants

Il ressortait un sentiment que la médecine de ville avait été oubliée dans la gestion de la crise : un répondant comparait notamment avec les crises sanitaires de 2005 et 2007 où les masques et tenues avaient rapidement été disponibles.

Les répondants évoquaient leur inquiétude surtout pour les mois à venir si l'annulation des remplacements devait se poursuivre en mai et juin, et la difficulté à continuer à faire face avec la trésorerie personnelle.

Plusieurs réponses insistaient sur la difficulté de la demande des aides en ayant des rétrocessions versées de façon décalée et la difficulté à obtenir un CA de référence correspondant réellement à l'activité. Les jeunes remplaçants (<1an) sont rarement éligibles aux aides.

Certains déploraient que l'annulation des contrats puisse se faire sans aucune conséquence ni recours, dans un délai si court.

Plusieurs médecins soulignaient l'importance des tâches annexes aux consultations que ce soit la désinfection des locaux et du matériel, la réorganisation des créneaux, les sollicitations téléphoniques... De nombreuses tâches non rémunérées et parfois chronophages.

Certains envisageaient de se tourner vers le salariat après cette expérience.

Plusieurs ne se sentaient pas légitimes à demander des aides dans leur situation, même si elle était parfois difficile.

Pour les installés

La ROSP et le forfait médecin traitant étaient très appréciés (au moins 8 commentaires à ce propos) : « Sans le **forfait médecin traitant** que j'ai touché dans son intégralité en mars (installation en 2019), je serais à découvert sur mon compte pro à la fin avril. J'ai touché 8300€ de forfait, ce qui me permet d'être sereine sachant que l'activité reprend progressivement. C'est un biais important pour moi, car j'aurais certainement cherché des aides financières sans ce forfait ».

Des répondants souhaitaient une annulation des cotisations au lieu d'un report.

La téléconsultation a permis de pallier un peu le manque d'activité.

Là aussi plusieurs ne se sentaient pas légitimes à demander des aides : « Certes notre profession est impactée mais je pense que nous avons la **trésorerie suffisante** pour nous en sortir et avons maintenu un **minimum d'activité** ce qui n'est pas le cas pour beaucoup d'autres professions libérales »

Un répondant a dû utiliser des fonds qui étaient destinés au développement de sa MSP pour passer le cap, avec des soucis à prévoir dans l'avenir pour reconstituer cette trésorerie.

La réorganisation du cabinet a entraîné des coûts non prévus : matériel de protection, mise en place de téléconsultations et augmentation du temps de présence au cabinet pour assurer une permanence de soins. Ainsi la baisse de CA ne reflétait pas le temps effectif de présence au cabinet pour plusieurs répondants.

Une personne avait son cabinet en cessation de paiement.

Les difficultés semblaient particulièrement marquées pour les jeunes installés : « Débuts difficiles car pas forcément de trésorerie et aides difficiles à obtenir car installation dans l'année sans comparatif sur 2019 »

Discussion

Cette étude, lancée en pleine épidémie de COVID a permis de recueillir un grand nombre de réponses, notamment des remplaçants, dont les conditions d'exercice sont globalement méconnues de la CNAM, la CARMF, le CNOM et l'URSSAF.

Ils apparaissaient ainsi précarisés par leurs conditions d'exercice et leur début d'activité souvent récent. Ils étaient exclus de la plupart des systèmes d'aides, du fait de leur absence de conventionnement d'une part, mais aussi de l'irrégularité de leur exercice d'autre part.

L'étude a permis de faire le point sur les connaissances des participants vis-à-vis des aides, qui semblaient globalement incomplètes. Malgré le retentissement économique, assez peu de participants éligibles les avaient demandées, pour des raisons diverses.

Les jeunes installés semblaient également en plus grande difficulté de par les frais parfois importants engagés, l'absence de correspondance avec leur CA de l'année passée, et une patientèle en cours de création.

Bien que nous ayons essayé de préciser au maximum les chiffres attendus, les réponses déclaratives aux questions sur le CA ont pu être mal interprétées, avec une possible confusion entre le CA et le bénéfice pour certaines personnes. La notion de charges ne recouvrait probablement pas les mêmes dépenses pour tous les participants (impôts par exemple).

L'apport des forfaits médecin traitant et de la ROSP a été souligné à plusieurs reprises dans l'étude, se positionnant comme un complément indispensable de la tarification à l'acte dans des situations telles que celles-ci. Nous pensons que cela doit encourager à poursuivre la diversification des modes de rémunération. Une question sur le sujet aurait probablement apporté des éléments intéressants mais les participants l'ont spontanément mentionné à plusieurs reprises.

Parmi les remplaçants notamment il est important de souligner qu'une part non négligeable n'avait pas souscrit de prévoyance.

Il aurait peut-être été intéressant de recueillir l'origine géographique des participants, mais il semble que la baisse drastique du nombre de consultations ait été constatée autant dans les départements peu touchés que dans ceux les plus concernés par l'épidémie.

Un encart sur la téléconsultation aurait pu également être informatif car il semble (et cela ressort dans les verbatims) qu'elle était plus accessible aux installés qu'aux remplaçants. Elle a parfois permis de compenser la baisse d'activité.

Une question avait pour but de faire le point sur les contrats de médecins assistants et adjoints pendant la pandémie. Leur mise en place avait été facilitée par le CNOM au niveau national pour permettre notamment l'accès des remplaçants aux activités de renforts, et pour qu'ils puissent consulter davantage. Malheureusement la question a parfois été mal interprétée et il était finalement difficile d'en tirer des conclusions.

Conclusion

En conclusion les jeunes médecins ont indéniablement été touchés financièrement par la crise liée à l'épidémie de COVID-19. Les plus touchés étaient les remplaçants et les jeunes installés. La tendance était à l'aggravation, et l'évolution sur les mois à venir encore incertaine.

Les aides ne semblaient pas suffisantes et pas toujours adaptées aux modes d'exercices des jeunes médecins. Elles étaient par ailleurs assez méconnues des participants.

